

Une économie de marché aux caractéristiques particulières

Le développement économique et politique de la Chine a suivi une voie entièrement différente de celui des pays occidentaux. Ce facteur aura de fortes répercussions sur la manière de faire des affaires en Chine.

- La Chine tente de combiner un régime à parti unique — le Parti communiste chinois —, un programme de libéralisation économique qui encourage l'investissement étranger et le développement économique rapide.
- Le passage d'une économie planifiée à une économie de marché proprement chinoise constitue une entreprise énorme et complexe, qui est loin d'être achevée et qui continuera à évoluer pendant plusieurs années. Bien que le gouvernement chinois ait retiré aux comités du parti communiste le contrôle direct de nombreuses entreprises, les dirigeants du parti occupent des postes clés à tous les paliers de l'administration.
- Les mentalités face au travail diffèrent grandement. Il y a quelques années à peine, vu l'absence de la discipline du marché, le sens de responsabilité envers le milieu de travail était faible. Les emplois étaient garantis à vie, indépendamment du rendement du travailleur. La situation change rapidement. Beaucoup de jeunes Chinois travaillent avec acharnement pour profiter des retombées de la modernisation et devenir des employés exemplaires, mais certains éléments de l'ancienne mentalité subsistent.
- Les bureaucrates dont l'emploi est typique de l'ancien système d'État (faible taux de rémunération, bureaux ternes, absence d'incitation à travailler dur ou à accepter des responsabilités) peuvent en vouloir aux entrepreneurs (étrangers ou chinois) de leur richesse et vous compliquer la vie!

La primauté du droit

Le fondement juridique et le cadre réglementaire de la Chine peuvent aussi compliquer les opérations commerciales.

- Les lois en vigueur ne correspondent parfois pas à la nouvelle conjoncture du marché. Il peut par exemple être difficile de trouver le fonctionnaire chargé de prendre des décisions ou d'approuver des projets. Il peut y avoir chevauchement entre les champs de compétence de divers ministères. Les règlements se contrediront. Vous aurez donc besoin d'un conseiller juridique chevronné possédant une présence en Chine et ayant l'expérience de l'orientation d'entreprises nord-américaines dans ce pays.